



Accédez au texte intégral: [10.1787/9789264232440-en](https://doi.org/10.1787/9789264232440-en)

Perspectives de l'économie numérique 2015

Résumé en français

L'économie numérique est aujourd'hui indissociable d'innombrables aspects de l'économie mondiale. Son influence se fait sentir dans des secteurs aussi divers que la banque, le commerce de détail, l'énergie, les transports, l'éducation, l'édition, les médias ou la santé. Les technologies de l'information et des communications (TIC) transforment les modalités de l'interaction sociale et des relations personnelles, tandis que la convergence des réseaux de téléphonie fixe et mobile, et de radiodiffusion, ainsi que l'interconnexion croissante des appareils et des objets donnent forme à l'internet des objets.

Comment les pays de l'OCDE et les économies partenaires peuvent-ils maximiser le potentiel de l'économie numérique comme moteur de l'innovation et de la croissance inclusive ? Quelles évolutions à l'œuvre dans l'économie numérique les responsables des politiques publiques doivent-ils prendre en compte et quels nouveaux défis doivent-ils relever ?

Il reste à concrétiser pleinement le potentiel de l'économie numérique

Les échanges mondiaux de biens -- et surtout de services -- des TIC continuent de croître. Les dépenses intérieures brutes de R-D du secteur des entreprises et l'augmentation récente du nombre de brevets liés aux TIC sont révélatrices du rôle fondamental du secteur des TIC dans l'innovation. Les marchés du haut débit sont en expansion, comme en témoigne notamment l'essor des abonnements au haut débit mobile — qui approchent le milliard dans la zone OCDE — avec un recul concomitant de la téléphonie fixe. Les performances des réseaux de communication s'améliorent à la faveur du déploiement de la fibre et de la 4G, tandis que les prix baissent, en particulier pour les services mobiles.

- Il existe un important potentiel d'extension des infrastructures du haut débit fixe et mobile, et d'amélioration de leur qualité. Une nouvelle méthodologie mise au point par l'OCDE pour mesurer les débits fixes annoncés renforcera la capacité des pouvoirs publics à maintenir le rythme du progrès vers l'internet des objets.
- Face à l'augmentation des besoins en capacité réseau et en fréquences à assigner aux communications mobiles, il faudra exploiter la complémentarité des réseaux fixes et mobiles. Les infrastructures fixes sont primordiales pour le délestage et la collecte du trafic mobile et pour favoriser une utilisation plus rationnelle des fréquences disponibles. Les responsables des politiques publiques expérimentent de nouveaux systèmes d'attribution de licences afin d'accroître l'efficacité de l'utilisation du spectre.
- Un énorme potentiel existe pour accroître l'adoption et l'utilisation des TIC et de l'internet par les entreprises afin de stimuler la croissance et l'innovation, et ce, dans tous les secteurs. Si la plupart des entreprises des pays de l'OCDE disposent d'une connexion haut débit -- 95 % des entreprises de plus de dix salariés en 2014 --, rares sont celles qui utilisent un progiciel de gestion intégrée (31 %), l'informatique en nuage (22 %), ou reçoivent des commandes par voie électronique (21 %). Les différences entre pays, et entre les petites et les grandes entreprises demeurent considérables.

- De nouveaux modèles économiques fondés sur des méthodes de production collaborative, tels que les plates-formes de financement participatif, ainsi que les plates-formes de la nouvelle « économie du partage », remettent en question la réglementation actuelle des marchés établis et appellent une réponse équilibrée des pouvoirs publics pour permettre à l'innovation de s'épanouir tout en préservant l'intérêt général.
- Il est encore largement possible, également, d'encourager davantage l'adoption des nouvelles technologies par les particuliers. Les consommateurs comptent en effet pour une faible part du commerce électronique, dont 90 % des transactions s'effectuent entre entreprises. Malgré une large diffusion, l'intensité de l'utilisation de l'internet continue de varier, en particulier pour les activités associées à un niveau d'instruction élevé, telles que l'administration électronique, le commerce électronique et les services bancaires en ligne.

Des stratégies numériques nationales pour stimuler la croissance économique et le développement social

Les gouvernements des pays de l'OCDE sont de plus en plus conscients de la nécessité de développer l'économie numérique dans une optique stratégique, d'en accroître les avantages et de répondre aux grands défis, tels que réduire le chômage et les inégalités, et sortir les gens de la pauvreté. Les stratégies numériques nationales actuelles s'intéressent à des enjeux qui vont de la création d'entreprises au développement, en passant par la croissance de la productivité, l'administration publique, l'emploi et l'éducation, la santé et le vieillissement, et l'environnement. Globalement, les pouvoirs publics sont de plus en plus conscients que « l'élaboration d'une politique de l'internet » dépend d'un ensemble de politiques cohérentes menées dans l'ensemble de l'administration :

- Les infrastructures — qui fournissent les assises des nouveaux modèles économiques, du commerce électronique ainsi que des nouveaux réseaux scientifiques et sociaux — doivent être de grande qualité, accessibles à tous et à un prix concurrentiel.
- Face à la remise en cause de la concurrence dans l'économie numérique par plusieurs mutations majeures, notamment la convergence technique et l'intégration des modèles économiques parmi les fournisseurs de services de télécommunications et les nouveaux acteurs de l'internet, les pouvoirs publics doivent agir pour préserver la concurrence, abaisser les obstacles artificiels à l'entrée sur le marché et renforcer la cohérence réglementaire. La concentration des marchés mobiles ne doit pas réduire l'innovation, ni désavantager les autres acteurs dans le jeu de la concurrence.
- Il est essentiel d'encourager une plus grande adoption des TIC, en particulier par les pouvoirs publics et les entreprises, y compris les PME.
- Il importe de renforcer la confiance dans la fiabilité et la sécurité des réseaux, services et applications de l'espace numérique et de rassurer les usagers quant à la protection de leur vie privée et de leurs droits de consommateurs. L'OCDE incite les dirigeants et les décideurs à intégrer la gestion du risque d'atteinte à la sécurité numérique et à la vie privée dans leurs cadres plus généraux de gestion du risque économique et social, plutôt que d'envisager ces questions comme des enjeux techniques et juridiques distincts. Les stratégies de cybersécurité devraient être complétées par des stratégies nationales concernant la protection de la vie privée, de façon à intégrer la problématique de la vie privée dans une démarche coordonnée et globale et à identifier les limites que la société est prête à accepter dans l'intérêt général.
- Afin de favoriser l'entrepreneuriat, l'emploi et l'inclusion par le numérique, les programmes d'enseignement, de formation et de requalification axés sur les TIC doivent doter les citoyens des compétences voulues pour utiliser les TIC et gérer les risques auxquels ils peuvent être exposés dans les activités sociales et économiques qu'ils mènent dans le cyberspace.
- Il est indispensable de prendre conscience des effets perturbateurs possibles du virage numérique. Les pouvoirs publics doivent faciliter la transition des travailleurs vers les nouveaux emplois de l'ère du numérique.

Gouvernance de l'internet : une priorité d'action pour les années à venir

La communauté de l'internet élabore une proposition visant à transférer la surveillance des ressources techniques de l'internet, actuellement assurée par le gouvernement des États-Unis, à la communauté

multipartite mondiale. En septembre 2015, les Nations Unies lanceront le programme de développement pour l'après-2015, fixant des objectifs de développement durable, qui comprendront vraisemblablement l'élargissement de l'accès aux TIC et à l'internet en vue de créer une économie numérique mondiale inclusive. En décembre 2015, le mandat du Forum sur la gouvernance de l'internet devra être renouvelé.

Ces initiatives visent à répondre à la nécessité fondamentale de préserver le caractère ouvert de l'internet. La conception de l'internet comme plate-forme ouverte -- où entreprises, citoyens et pouvoirs publics peuvent donner libre cours à leur inspiration pour innover et développer des applications et services -- a beaucoup favorisé l'innovation dans l'économie numérique. Ces dernières années, des inquiétudes se sont toutefois fait jour selon lesquelles les avantages économiques et sociaux liés à l'architecture ouverte et décentralisée de l'internet et à la libre circulation des données à travers les frontières pourraient être affectés, directement ou indirectement, par des questions telles que les exigences relatives à l'acheminement ou au contenu local, ou au stockage des données, la neutralité des réseaux, l'acceptation universelle des noms de domaines multilingues et la création de réseaux de substitution.

Les avantages, de même que les risques, associés à un internet ouvert seront examinés par les ministres et d'autres parties prenantes de haut niveau lors de la réunion ministérielle de l'OCDE qui se tiendra en 2016, en même temps que d'autres questions de fond concernant la connectivité mondiale, l'internet des objets, les initiatives agissant sur la demande pour favoriser l'innovation et la confiance dans l'économie numérique, et les moyens de stimuler la création d'emplois et de développer les compétences nécessaires pour tirer le meilleur parti du monde numérique.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights



Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!

© OECD (2015), *OECD Digital Economy Outlook 2015*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/9789264232440-en